

Yves Tubiana

EXPERT-COMPTABLE DIPLOME PAR L'ETAT – COMMISSAIRE AUX COMPTES INSCRIT

51, rue du Rocher - 75008 PARIS
Tél. : 01.42.93.10.12
Fax : 01.42.93.86.00
Site web: www.tubiana.com
e-mail : cabinet.tubiana@tubiana.com

ADESATT

Association d'Etude et de Suivi de l'Aménagement du Temps de Travail

Siège social : 22-28 Rue Joubert

75009 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 10 juin 2025

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

SIRET : 412 214 488 000 NAF : 6920 Z

Sommaire

1 – Opinion	<u>3</u>
2 – Fondement de l'opinion	<u>3</u>
2.1 – Référentiel d'audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Justification des appréciations	<u>3</u>
4 – Vérification des documents adressés aux associés.	<u>4</u>
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels	<u>5</u>
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.....	<u>5</u>

Aux Adhérents de l'association ADESATT,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADESATT relatifs à **l'exercice clos le 31 décembre 2024** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire Aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1er janvier 2024** à la date d'émission de mon rapport.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, indiqués en note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 – Vérification des documents adressés aux adhérents

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

5 – Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

6 – Responsabilités du Commissaire Aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire Aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,

Le 4 juin 2025

Signé par Yves Tubiana
Le 04/06/2025

ID: tx_MB6B88AzbBrL



Yves TUBIANA

Commissaire aux Comptes

Bilan

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023	PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
	Brut	Amort/prov	Net				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Immobilisations incorporelles					Report à nouveau	513 518,71	594 524,91
Agencements, installations					Résultat de l'exercice	-505 693,70	-81 006,20
Matériel informatique	12 942,96	1 619,35	11 323,61	12 761,72			
Mobilier							
Immobilisations financières							
TOTAL I	12 942,96	1 619,35	11 323,61	12 761,72	TOTAL I	7 825,01	513 518,71
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					<u>PROVISIONS POUR RISQUES</u>		
Fournisseurs : avances & acomptes							
Clients & cpts rattachés	0,00		0,00	12 547,65	<u>DETTES</u>		
Personnel & comptes rattachés					Clients avances & acomptes	300,00	1 002,57
Débiteurs divers					Fournisseurs & dettes rattachées	1 754 732,25	151 272,91
Produits à recevoir					Dettes fiscales et sociales		
					Créditeurs Divers		
	1 695 748,36		1 695 748,36	629 438,34			
	55 785,29		55 785,29	11 046,48	Produits constatés d'avance	0,00	0,00
<u>DISPONIBILITES</u>							
Charges constatées d'avance							
TOTAL II	1 751 533,65	0,00	1 751 533,65	653 032,47	TOTAL II	1 755 032,25	152 275,48
TOTAL ACTIF	1 764 476,61	1 619,35	1 762 857,26	665 794,19	TOTAL PASSIF	1 762 857,26	665 794,19

Compte de résultat

CHARGES	Année 2024	Année 2023	Ecart	PRODUITS	Année 2024	Année 2023	Ecart
Frais de fonctionnement	193 086,89	204 826,77	-11 739,88	Cotisations des membres	1 050,00	900,00	150,00
Frais de collecte	122 961,10	112 802,08	10 159,02	Collecte	11 426 581,08	9 994 231,19	1 432 349,89
Total charges de fonctionnement (1)	316 047,99	317 628,85	-1 580,86	Total Produits de collecte (1)	11 427 631,08	9 995 131,19	1 432 499,89
Etudes (dont CPPNI)	284 136,00	269 904,00	14 232,00	Autres produits			
				Total produits divers (2)	0,00	0,00	0,00
				Intérêts sur placements	116 859,21	11 395,46	105 463,75
Total charges d'études (2)	284 136,00	269 904,00	14 232,00	Total Produits financiers (3)	116 859,21	11 395,46	105 463,75
Financement du paritarisme	11 450 000,00	9 500 000,00	1 950 000,00	Produit exceptionnel sur opération de gestion	0,00	0,00	0,00
Total suivi de l'accord (3)	11 450 000,00	9 500 000,00	1 950 000,00	Total Produits exceptionnels (4)	0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES (1)+(2)+(3)	12 050 183,99	10 087 532,85	1 962 651,14	TOTAL PRODUITS (1)+(2)+(3)+(4)	11 544 490,29	10 006 526,65	1 537 963,64
Excédent de l'exercice				Insuffisance de l'exercice	505 693,70	81 006,20	424 687,50
TOTAL GENERAL	12 050 183,99	10 087 532,85	1 962 651,14	TOTAL GENERAL	12 050 183,99	10 087 532,85	1 962 651,14



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2024

L'Association D'Etude Et de Suivi de l'Aménagement du Temps de Travail dans les métiers du savoir - ADESATT – a été créée le 20 février 2000 à la suite de la volonté des partenaires sociaux de la branche des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseil, de conférer un statut juridique à la commission de suivi des modalités de réduction et d'aménagement du temps de travail institué par l'accord national relatif à la réduction du temps de travail du 22 juin 1999 au sein de la branche.

Les adhérents ont reconnu qu'ils ne pouvaient atteindre leur objectif que par le développement du paritarisme entre fédérations professionnelles d'employeurs et fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

Dans ce cadre, les adhérents ont entendu étendre les missions de l'ADESATT afin de lui confier la gestion du financement du paritarisme au sein de la branche en modifiant ses statuts lors de l'assemblée générale du 19 mai 2009.

L'ADESATT a été renommée « Association d'étude, de suivi des activités et des transformations du travail » par modification statutaire intervenue en assemblée générale du 22 juin 2021.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice 2024 ont été établis conformément à l'avis 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 présente un total de **1 762 857.26 €**

Le compte de résultat affiche un total de produits de **11 544 490.29 €** et un total de charges de

12 050 183.99 € et laisse apparaître un résultat négatif de **505 693.70 €**.

L'exercice, d'une durée de douze mois, recouvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Les comptes annuels sont arrêtés par le conseil d'administration.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

- Indépendance des exercices

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

FAIT INTERVENU APRES LA CLOTURE

Aucun fait marquant intervenu après la clôture.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

Immobilisations :

Amortissement linéaire

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat.

A l'inventaire si une catégorie de valeurs mobilières de placement est inférieure à son coût d'acquisition, une provision est constituée pour tenir compte de la moins-value latente.

Au 31 décembre 2024, l'ADESATT ne détient aucune valeur mobilière de placement.

Disponibilités :

Les disponibilités en banque sont évaluées pour leur valeur nominale.

RESSOURCES DE L'ADESATT

Les ressources de l'ADESATT se composent :

- D'une contribution conventionnelle annuelle des entreprises, relevant de la convention collective nationale du 15 décembre 1987, de 0,2 pour mille de la masse salariale brute de l'année précédente.
- Des cotisations normales et exceptionnelles de ses membres (150 € par membre).
- Des subventions qui pourraient être accordées par l'Etat, les collectivités territoriales et toutes structures nationales, européennes et internationales.
- Des produits de placement de l'excédent de ses disponibilités financières.

Contributions publiques de financement :

L'ADESATT n'a bénéficié d'aucune contribution publique de financement, ni au cours de cet exercice, ni au cours d'exercices précédents.

Contributions en nature :

L'ADESATT n'a bénéficié d'aucune contribution en nature qu'il s'agisse de mise à disposition de personnes ou de biens meubles et immeubles.

Engagements de retraite :

L'ADESATT n'emploie pas de salariés.

Autres engagements :

L'ADESATT utilise, dans le cadre de son fonctionnement, les services administratifs et comptables de la Fédération Syntec et de la Fédération CINOV. Les dépenses sont refacturées au coût de revient.

La collecte de la contribution conventionnelle annuelle est assurée par la Fédération Syntec et la fédération CINOV (comptabilité, suivi des créances, encaissements et relances des entreprises, gestion de trésorerie, optimisation du site d'ADESATT).